



Communiqué de presse

32 associations déterminées à obtenir 100 produits bons pour la santé vendus à prix coûtant dans les supermarchés

Parce que manger sainement ne devrait être un luxe pour personne, il est urgent de permettre l'accès à 100 aliments bons pour la santé à prix coûtant. Emmenées par foodwatch, Familles Rurales et le Secours catholique, 32 associations de consommateurs, de lutte contre la précarité, de malades, de professionnels de santé, de défense de la santé environnementale s'allient dans une mobilisation inédite portée par une pétition commune, pour rendre cette mesure enfin obligatoire dans tous les super et hypermarchés. Ensemble, les 32 associations rappellent que l'accès à une alimentation saine et durable, accessible à toutes et tous et assurant une rémunération juste aux agriculteurs et agricultrices est un droit fondamental.



Paris, le 17 février 2026. Dans une mobilisation inédite, 32 associations pressent le ministre de l'Économie, Roland Lescure, et le ministre des PME et du pouvoir d'achat, Serge Papin, de se saisir

de cette mesure urgente. Une action d'autant plus nécessaire qu'aucune mesure pour améliorer l'accès aux aliments recommandés par le PNNS – Programme National Nutrition Santé, n'a été prévue au sein de la SNANC – Stratégie Nationale Alimentation Nutrition Climat- qui vient d'être publiée.

La situation actuelle est intolérable. Une personne sur trois en France (29 %) déclare devoir sauter un repas et beaucoup n'ont pas accès aux produits recommandés par le Programme National Nutrition Santé (PNNS). Dans un système alimentaire largement contrôlé par les géants de la grande distribution, les produits les plus sains sont trop souvent inaccessibles. Les principaux acteurs de la grande distribution réalisent trop souvent des marges à la défaveur de produits recommandés pour la santé comme les fruits et légumes et les produits bio. Les maladies liées à une mauvaise alimentation explosent (diabète, maladies cardio-vasculaires, cancers...) et pèsent des milliards sur notre économie et nos systèmes de santé.

32 organisations de la société civile exigent donc une mesure simple et urgente : imposer à la grande distribution de vendre à prix coûtant 100 produits alimentaires prioritaires selon les recommandations du Programme National Nutrition Santé (PNNS). Cette mesure, portée par une [pétition](#) commune, doit s'appliquer sur tout le territoire, y compris en Outre-mer, et doit évidemment aussi garantir une rémunération juste aux agricultrices et agriculteurs.

Pour les 32 associations mobilisées pour obtenir cette mesure-phare : « *C'est à l'État de faire enfin respecter le droit à une alimentation saine, durable, choisie et de rendre accessibles les recommandations officielles de santé publique. 100 produits vendus à prix coûtant en supermarchés, c'est non seulement possible mais urgent* ».

Les associations soulignent par ailleurs que le revenu des agriculteurs, l'accessibilité financière et la santé des consommateurs doivent être au cœur des politiques publiques : il ne s'agit pas de choisir l'un ou l'autre mais bien de garantir tout cela à la fois. Les consommateurs en bout de chaîne n'ont pas à payer l'injuste prix, opaque, décidé par une poignée d'acteurs économiques.

Forts de ces constats, Familles Rurales, l'UFC Que Choisir et foodwatch adressent par ailleurs, ce jour, un dossier à l'Autorité de la concurrence afin de l'inviter à ouvrir une enquête sectorielle sur la formation des prix et la péréquation des marges dans la grande distribution.

LISTE DES MEMBRES DE LA COALITION (par ordre alphabétique) :

Action contre la faim

ADEIC (Association de défense, éducation et information du consommateur)

AEQUITAZ

Alerte des médecins sur les pesticides

Association Addictions France

Association pour la prise en charge et la prévention de l'obésité (APOP)

Association Léo Lagrange de défense des consommateurs (ALLDC)

ATTAC

Avenir santé environnement

Bloom

Cancer colère

Confédération Syndicale des Familles (CSF)

Familles de France

Familles Rurales

Fédération des centres sociaux et socioculturels de France

Fédération française des diabétiques

Fédération promotion santé

foodwatch

France Assos Santé

Le collectif : Les pieds dans le plat

Ligue contre l'obésité

Noé: association pour la biodiversité

Oui Change

On Est Prêt

ONAV

Réseau Environnement Santé

RESES (Réseau étudiant pour une société écologique et solidaire)

Réseau Action Climat

Secours Catholique

Tablée des chefs

UFC Que Choisir

VRAC

Sources:

- Pétition « Exigeons 100 aliments bons pour la santé à prix coûtant dans les supermarchés »
<https://www.foodwatch.org/fr/sinformer/nos-campagnes/alimentation-et-sante/malbouffe/exigeons-100-aliments-bons-pour-la-sante-a-prix-coutant-dans-les-supermarches>
- Liste des 100 aliments à prix coûtant : <https://www.foodwatch.org/fileadmin/-FR/Documents/Liste-de-100-produits-prioritaires-Programme-National-Nutrition-Sante.pdf>
- Lettre ouverte aux ministres en charge de l'économie et du pouvoir d'achat, Paris, le 30 octobre 2025 : https://www.foodwatch.org/fileadmin/-FR/Documents/Lettre_ouverte_Bercy_Familles_Rurales_foodwatch_SCCF_VF.pdf
- Communiqué de presse de Familles Rurales, foodwatch et UFC-Que Choisir du 29/11/2023 « [Inflation alimentaire : il est urgent d'en finir avec les profits opaques des industriels et des distributeurs, exigent foodwatch, Familles Rurales, UFC-Que Choisir et la CLCV | FW FR](#) »
- Une personne sur trois en France (29 %) déclare devoir sauter un repas par manque d'argent.
Source : Familles Rurales <https://www.famillesrurales.org/plan-france-ruralites-etude-ifop-territoires-ruraux-2023>
- Voir l'audition de Thierry Cotillard, PDG du groupe Les Mousquetaires, le 14 janvier 2026
https://www.youtube.com/watch?v=oJJe4V88R_I
- Une récente étude « L'injuste prix de l'alimentation » estimait à minima à 20 milliards d'euros par an les coûts « cachés » du système alimentaire. La FAO, l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, estime l'ensemble des coûts cachés directs et indirects qu'induit notre système agroalimentaire à près de 160 milliards d'euros par an en France, dont les trois quarts en coûts de santé (« The State of Food and Agriculture, revealing the True Cost of Food to Transform Agrifood Systems », FAO, 2023, <https://www.secours-catholique.org/agir/porter-nos-messages/linjuste-prix-de-notre-alimentation>